

# Les cinq leçons de la crise politique

- La volonté de Benoît Lutgen (CDH) de briser ses majorités avec le PS a engendré une crise politique inédite.
- “La Libre” tente d’en tirer les leçons à la suite de la formation d’un nouveau gouvernement wallon

## À savoir

Borsus I<sup>er</sup> installé ce vendredi

**Procédure.** Le Parlement wallon est convoqué ce vendredi à 13h pour examiner la motion de méfiance constructive contre la majorité PS-CDH et installer la coalition MR-CDH dans la foulée. Les ministres prêteront serment devant le président du parlement. Le nouveau ministre-président Borsus (MR) se rendra alors chez le Roi pour prêter serment vers 17h. A son retour, il présentera sa déclaration de politique générale. L’opposition répliquera ensuite.

## 1 La semaine dorée du Premier ministre Charles Michel

Charles Michel (MR) n’aurait pu rêver départ en vacances plus doux. Jugez plutôt. Au fédéral, le Premier ministre est parvenu à arracher un accord sur le budget et sur une nouvelle salve de réformes socio-économiques. Parmi elles, deux symboles : la baisse de l’impôt des sociétés (Isoc) et un début de taxation sur le capital via un prélèvement sur les comptes-titres. Il reste beaucoup d’interrogations concernant l’implémentation de ces mesures, surtout sur le financement de la diminution de l’Isoc. Mais l’accord politique est acquis. C’est l’essentiel, alors qu’à Pâques, l’équation paraissait encore insoluble entre les partenaires flamands, N-VA et Open VLD d’un côté, CD&V de l’autre.

**Autorité encore renforcée**

Et puis, il y a la Wallonie. Là, c’est le président du MR, Olivier Chastel, qui est monté au front, mais avec Charles Michel en appui. En débranchant la prise des gouvernements régionaux, le 19 juin dernier, le président du CDH, Benoît Lutgen, a offert sur un plateau d’argent une participation gouvernementale aux libéraux. Ils l’ont évidemment saisie. Cinq semaines plus tard, le MR se retrouve avec onze ministres en tout (sept au fédéral, quatre en Wallonie), dont le Premier ministre et le ministre-Président wallon. Excusez du peu. Charles Michel a même pu se permettre le luxe d’offrir de très beaux portefeuilles à deux purs “reyndersiens”, Pierre-Yves Jeholet et Jean-Luc Crucke. De quoi, si cela était encore nécessaire, renforcer un peu plus son autorité en interne. L’été du Wavrien sera bon.

A. C.

## 2 L’illisibilité des institutions francophones

Pour la première fois, le principe du parlement de législature a montré ses effets. Et suscité la perplexité. Ecolo, notamment, juge que l’on ne peut pas sortir d’une crise politique sans repasser par les urnes et demander aux électeurs ce qu’ils en pensent. Faut-il le rappeler, il n’est pas possible en Belgique de dissoudre anticipativement une assemblée régionale ou communautaire. La seule façon de mettre un terme à une crise entre des partenaires de majorité est de présenter un gouvernement alternatif. C’est bien le sens du vote qui interviendra ce vendredi au Parlement wallon.

Ce dispositif a été instauré par souci de cohérence entre les différentes institutions du pays – et singulièrement entre les institutions francophones. Le Parlement de la Communauté française (autrement dénommée Fédération Wallonie-Bruxelles) est composé des 75 députés wallons et de 19 députés bruxellois francophones. Un retour anticipé aux urnes dans une des deux assemblées aurait donc comme conséquence de modifier le rapport de force en Communauté française, voire de faire vaciller la majorité en place.

**Intention louable, mais inefficace**

L’intention est louable – et se superpose à la volonté politique de faire correspondre tous les scrutins législatifs le même jour. Mais, à la lumière des derniers événements, on peut dire qu’elle passe complètement à côté de l’objectif. On peut en effet difficilement prétendre que l’impossibilité de renvoyer les électeurs aux urnes en Wallonie ait préservé la stabilité du gouvernement de la Communauté française et de celui de Bruxelles. Le geste de Benoît Lutgen a, au contraire, mis ces deux exécutifs dans un sérieux pétrin – puisque le duo MR-CDH qui s’est installé en Wallonie ne peut y revendiquer une majorité. Il pourrait, à terme, rendre les institutions francophones totalement illisibles pour les citoyens – ce qui est cruel face à la simplicité des institutions flamandes.

Et si le débat sur la simplification des institutions francophones est impossible, il faudra en tout cas que la façon dont les crises politiques doivent être réglées soit repensée.

V.R.

### 3 Un PS complètement atone

Faisons les comptes. Scandales éthiques à répétition (Publifin, IS-PPC, Samusocial). Renvoi dans l'opposition en Wallonie. Résultats économiques, certes fragiles et contestables, mais encourageants pour le gouvernement fédéral. Sondages cataclysmiques. Menace du PTB. Cacophonie interne sur la gouvernance. Perte de la boussole idéologique. N'en jetez plus, le PS vit l'une des périodes les plus pourries de son histoire récente.

En politique, le valet puant (ou "zwarte piet") représente le blocage, le problème. Le parti qui hérite symboliquement de cette carte, est celui qui est désigné comme le responsable de ce blocage. Lors d'une crise politique, le jeu consiste à la refiler à une autre formation. Par son appel à mettre le PS partout dans l'opposition, le président du CDH, Benoît Lutgen, a donné un visage au valet puant. Celui du PS. C'est à présent du Parti socialiste dont il faut se débarrasser.

#### Le scotchage de Défi

En Wallonie, la stratégie a fonctionné. A Bruxelles, ça coince parce que Défi ne veut pas casser la majorité en place (PS-Défi-CDH). Dans leur communication, les humanistes ont alors stigmatisé "le scotchage" de Défi au PS. Ils lui ont refilé la "carte PS" dont il refuse de se débarrasser. Sans succès pour le moment. Mais l'épisode illustre bien l'actuelle traversée du désert du PS. Déjà fragilisés par la montée du PTB, les socialistes ont été mis K.-O. debout par les derniers scandales. Ils vivent une crise profonde de crédibilité. Leur message est devenu inaudible. Paradoxalement, c'est peut-être depuis l'opposition qu'ils pourront se redresser. Il leur reste deux ans.

A. C.

### 4 Ecolo, futur parti pivot francophone

L'arène politique francophone est en pleine mutation. Deux axes semblent doucement émerger. Un axe wallon de centre-droit autour du MR et du CDH. Et un autre bruxellois PS-Défi, de centre-gauche.

Pour le premier, cela semble assez évident. Par la densité de l'accord du nouveau gouvernement wallon, libéraux et humanistes envoient le signal d'un deal conclu au-delà du scrutin de mai 2019. A Bruxelles, le rapprochement PS-Défi de 2014 était censé s'inscrire dans la durée. L'union, toutefois, a été fragilisée par la volonté du président du CDH, Benoît Lutgen, d'éjecter les socialistes de toutes les majorités. Pour le moment, Olivier Maingain, patron de Défi, résiste à la tentation, lui qui a les cartes des majorités à Bruxelles et à la Communauté française en main. Son alliance avec le PS tient bon.

#### Le PTB en embuscade

Deux axes, deux blocs, deux régions. Si Olivier Maingain maintient son cap jusqu'en 2019, Défi pourrait bien se faire chiper son rôle enviable de faiseur de roi par un autre parti : Ecolo. La danse du ventre devant les écologistes a déjà commencé sur la thématique de la gouvernance, surtout de la part de Défi et du PS bruxellois. Suffisant pour les convaincre de monter maintenant, à la place du CDH, dans l'exécutif bruxellois ? Sans doute pas. Trop tôt. Ecolo n'a aucun intérêt à se brûler les ailes dans un gouvernement à deux ans des élections, alors qu'il se refait une santé dans l'opposition. Mais c'est davantage dans la perspective de 2019 que les deux blocs placent leurs pions – et draguent les verts.

Dans ce micmac, n'oublions pas le sixième larron. Le PTB. Qui pourrait bien mettre tout le monde d'accord s'il obtient les résultats électoraux que les sondages lui promettent (1<sup>er</sup> en Wallonie; au minimum 3<sup>e</sup> à Bruxelles). Et là, réellement, l'arène politique francophone serait secouée comme jamais auparavant.

A. C.

## 5 | Le pacte d'excellence "du" CDH menacé

**C**hampagne à la rue des Deux Eglises, siège du CDH, après l'accord wallon ? Plutôt eau pétillante... Au poker, on dirait que Benoît Lutgen, président humaniste, a fait "tapis" en brisant les majorités régionales PS-CDH (avec Défi en plus à Bruxelles). Il aurait pu tout perdre. Se retrouver dans l'opposition partout. Le risque était cependant calculé en Wallonie. Sans surprise, le MR a accepté de former une majorité aux dépens du PS. Electoralement, le CDH wallon pourrait en profiter. Mais le plus dur reste à faire.

A Bruxelles, et par ricochet en Communauté française, la situation est totalement paralysée. Le CDH gouverne toujours avec le PS, dont il ne veut plus; et Défi n'entend pas changer la donne (mettre le PS dehors au profit du MR). Benoît Lutgen risque de le payer cher. Non seulement, on sent la tentation du PS, de Défi et de l'opposition écologiste de le désigner comme seul responsable du chaos actuel, ce qui pourrait coûter au CDH bruxellois les maigres points électoraux qui restent dans sa cagnotte. Mais en plus, le blocage actuel met en péril le pacte pour un enseignement d'excellence porté par la ministre humaniste Marie-Martine Schyns à la Communauté française.

### Un énorme travail pour rien

En 2016, le CDH, inquiet par des sondages très ternes, avait voulu recentrer sa communication autour de quelques thématiques porteuses auprès de l'opinion publique. La réforme des allocations familiales, par exemple. Ou le pacte d'excellence. Si l'énorme travail entrepris par M<sup>me</sup> Schyns, par l'ex-ministre Joëlle Milquet avant elle, et par l'ensemble du secteur devait accoucher d'une souris, le CDH y perdrait beaucoup de plumes (sans parler des conséquences néfastes pour l'enseignement). Et le débours final serait bien plus conséquent que les quelques gains à court terme engrangés grâce à l'accord wallon.

A. C.